

Actions pour la culture: «Avec Still Standing, on fait une expérience unique en Europe»

Ce week-end, de nombreux médias étrangers couvraient la réouverture dissidente d'une centaine de lieux culturels francophones. Trois porte-voix de Still Standing for Culture expliquent leur démarche et démontent la hiérarchie des valeurs du monde politique.



Le 1/05/2021 à 13:18

Dès vendredi soir, le mouvement Still Standing for Culture est passé à l'action comme annoncé et a rouvert près de 130 lieux culturels francophones sans attendre les autorisations du gouvernement. Dans la plupart des cas, comme aux Halles de Schaerbeek à Bruxelles, cela s'est déroulé dans le calme et le respect de protocoles sanitaires. Par contre, la police a interrompu un spectacle de cirque au Monty à Genappe, verbalisant les spectateurs et les organisateurs. De Fox News à France Télévision, les médias occidentaux ont couvert en masse cette opération qui apparaît unique actuellement. Nous avons interviewé trois porte-voix de Still Standing for Culture – David Murgia issu du monde du théâtre, Gwen Breës venu du cinéma et Samuel Tilman actif dans les deux – qui nous expliquent la nature de leur mouvement, son rayonnement au-delà des chapelles artistiques et interrogent la place de la culture dans la société et la hiérarchie des valeurs dans le monde politique.

Près de 130 lieux participent à l'action. Êtes-vous contents, surpris, déçus ? Peut-on parler d'un mouvement de fond ou espériez-vous une plus large mobilisation ?

Gwen Breës. Beaucoup d'autres lieux voulaient en être et n'en sont pas. Parfois, c'est parce que les équipes veulent mais les CA bloquent. Parfois, c'est parce que les lieux ont des contacts politiques obligatoires, à cause des subventions ou parce qu'ils occupent un bâtiment qui appartient aux pouvoirs publics. Cette relation étroite fait que certains soutiennent le mouvement mais n'en sont pas. Still Standing représente donc quelque chose de plus large que ce qui est directement visible. Et puis, l'opération s'est montée très vite, en trois semaines. Ce qui est impressionnant c'est qu'au jour J, il n'y a pas eu un mouvement significatif de recul. Pourtant, on a senti des signaux médiatiques du politique. Des bourgmestres ont fait du lobbying, lieu par lieu, sur leur commune, pour les convaincre de se retirer et pourtant, le gros de la troupe a répondu présent. Tout le monde sait que le risque d'être verbalisé ou interdit existe et pourtant, ils y vont.

Est-ce un mouvement unique à l'échelle européenne ?

Samuel Tilman. Il y a eu des ouvertures en France mais c'était des initiatives esseulées. Ici, le fait que Still Standing soit un mouvement collectif, sans représentants directs des lieux ou des opérateurs, le fait que ce soit une plateforme protéiforme, cela a créé des liens entre des gens qui n'étaient pas censés dialoguer ensemble. On fait une expérience unique en Europe, au point que la presse internationale s'y intéresse.

G.B. On a eu la télé américaine, dont Fox News ! Mais aussi des médias français, espagnols, allemands. Ce qui est surprenant, c'est qu'au niveau de la presse belge, ça commence enfin à percoler dans les pages société. Jusqu'ici, alors qu'à chacune de nos actions, on tenait un discours sur la société, on nous cantonnait aux pages culture.

David Murgia. Ça percole dans les pages société seulement parce que c'est à l'agenda du Codeco. Ça fait pourtant des mois qu'on tape des pieds et des mains pour être invités dans les pages débats ou politiques. La culture, ce n'est pas une question de secteur à l'arrêt, c'est une question de société à poser collectivement.

Comment interpréter cette obstination du gouvernement à ne pas entendre la culture ?

G.B. Ce n'est pas juste le gouvernement belge mais quelque chose qu'on observe dans de nombreux pays. Ceux qui ont essayé de laisser les salles de spectacle ouvertes sont minoritaires. La question, c'est : Pourquoi autant de pays considèrent la culture comme la dernière des priorités ?

S.T. Surtout que les rares pays, comme le Luxembourg, qui ont pris ce risque, l'ont fait avec succès. Les études montrent que dans les régions qui ont ouvert les lieux de culture, il n'y a quasiment pas eu d'impact sur les courbes de taux de contamination.

D.M. On peut parler d'une logique politique partagée par certains pays, y compris nos pays voisins. Des pays qui participent d'un même type de libéralisme. D'un même schéma quant aux valeurs culturelles, marchandes ou de l'emploi.

G.B. C'est un virus de la mondialisation. Le réflexe économique partout est de sauvegarder la mondialisation et donc le commerce mondialisé en premier lieu, ce qui crée une hiérarchie de valeurs, selon laquelle H&M a plus d'importance qu'un théâtre ou un cinéma.

S.T. Le rôle de Still standing, c'est de rappeler que ce débat doit avoir lieu parce que le virus va rester, qu'on n'est pas à l'abri d'une autre pandémie et que cette échelle de valeurs doit être remise en question, notamment pour des questions de cohésion sociale.

La culture est donc irrémédiablement inaudible ?

D.M. Nous avons eu un entretien vidéo avec Céline Nieuwehuis (NDLR : secrétaire générale de la Fédération des services sociaux, elle a fait partie du GEES, le groupe en charge du déconfinement). Elle témoignait de sa présence au GEES, de sa faible capacité de propositions, de l'oreille peu tendue qu'elle avait, étant largement minoritaire, voire seule, à côté des experts de McKinsey, des experts de la rentabilité, du redéploiement économique. Quels sont les enjeux prioritaires d'une politique pour traverser cette crise ? Est-ce créer de l'intelligence collective, un filet de sécurité sous les plus précaires ? Ou c'est faire attention à ne pas vexer les multinationales qui ont ici des grands bâtiments ?

Quels sont les enjeux prioritaires dans ces situations de grande tension ? On voit bien que Céline Nieuwehuis n'avait aucun pouvoir pour défendre certains types de valeurs et certaines classes sociales.

Est-ce pour combattre cela que Still Standing s'est associé à d'autres combats, comme l'horeca, la santé en lutte, les sans-papiers, les étudiants, etc. ?

D.M. L'argument de la solidarité sur lequel table Still Standing depuis le début, c'est de ne pas attendre un assouplissement de la culture mais d'envisager la possibilité de rééquilibrer le poids de la crise sur l'ensemble des secteurs, et pas seulement ceux qui ont le plus de lobby et de présence dans les comités d'experts. Faut-il chercher à convaincre le politique ou est-ce qu'il n'est pas temps de se poser la question : est-ce que le politique veut être convaincu ? Est-ce un enjeu pour lui ?

S.T. Céline Nieuwehuis nous racontait que tout ce qui est non-marchand ne rentre pas dans les tableaux Excel. La culture et le non-marchand ne rentraient pas dans les critères de sélection néo-libéraux. Elle était à court d'arguments objectivables face à ceux qui prennent les décisions et qui ont l'habitude de rentrer des chiffres et des résultats. De fait, quand nous avons tenté de parler de la partie économique de nos activités culturelles, ça n'a pas été entendu parce que nos réalités sont tellement multiples. On n'a pas de cadastre. On ne sait pas exactement combien de personnes sont touchées, et donc, on n'a pas d'arguments tangibles, faciles à faire comprendre aux politiques qui préfèrent se dire : ça n'existe pas ou c'est trop compliqué, on verra plus tard. Il y a aussi le fait que le virus a produit un effet de loupe sur des secteurs qui étaient déjà précarisés et une solidarité s'est nouée entre tous ceux qui se retrouvent dans cette exclusion sociétale, qui était déjà là avant mais qui est devenue terriblement dérangeante aujourd'hui.

Cette crise aura-t-elle eu au moins le mérite de rassembler des secteurs qui ne se parlaient pas avant, au sein même de la culture d'ailleurs, avec la création notamment de fédérations rassemblant différents métiers ? On voit que Still Standing rassemble aussi bien le Théâtre National qu'un petit centre culturel comme le Monty.

S.T. Les fédérations de disciplines aussi variées que les arts plastiques, la BD ou le cinéma se sont retrouvées dans une seule union, c'est du jamais-vu. Ça permet d'avoir une réflexion de long terme sur le statut d'artiste par exemple. Les agoras créées par l'occupation au Théâtre National ont permis de partager les vécus. Ces nouveaux liens permettront d'avoir une vue plus chiffrée, quantifiée de nos réalités, de ceux qui passent sous les radars aussi. De comprendre pourquoi certains artistes n'ont reçu aucune aide pendant la crise ? Pourquoi certains n'ont toujours pas de statut d'artiste après avoir travaillé pendant 15 ans ? Toutes ces discussions, qui étaient très individualisées auparavant, parce qu'on discutait peu entre nous, ont permis de faire émerger une réalité plus précise, notamment celle d'un sous-financement chronique. Le statut d'artiste, seul, ne va pas régler cela. Il faut une réflexion sur la place de la culture dans la société.

G.B. Le jour où les salles rouvriront, on aura retrouvé quelque chose d'infime. Un minimum de nos droits d'avant, ne serait-ce que la possibilité de se réunir, de créer à nouveau. Mais on sera tous dans un sale état. La crise économique va nous tomber dessus, le virus ne sera pas parti, il y aura des effets sur le long terme, sur les jauges, les conditions d'accueil, l'économie de lieux qui vont devoir s'équiper autrement.

Il reste tout de même une absence assourdissante dans les actions de Still Standing, celle de la Flandre ?

G.B. Dans les deux actions précédentes déjà, il y avait une faible participation flamande. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. Le fait, notamment, que pas mal d'artistes flamands ont un statut d'indépendant et sont donc moins en danger financièrement. D'ailleurs, dans l'horeca aussi, les mouvements dont on parle dans les médias sont toujours des mouvements wallons ou bruxellois. Pour les mêmes raisons : parce que les aides sont plus élevées en Flandre. Outre le facteur économique, il y a un facteur politique évident : Du côté flamand, la majorité des partis sont des partis de droite, voire d'extrême-droite. Le ministre de la Culture est un ministre de la N-VA. Ce n'est donc pas tout à fait le même ADN que le secteur culturel francophone. Quand je vous parlais de ces lieux qui auraient voulu participer à Still Standing mais se retiennent, parce qu'il y a des liens avec le politique, on peut imaginer que quand ce lien politique est avec la NVA, et qu'on en est tributaire pour les subsides, même si on ne partage pas les idées politiques de la NVA, ça a un impact. Nos temporalités ont toujours été

différentes aussi. Quand nous avons lancé la carte blanche, « Ceci n'est pas une variable d'ajustement » (paru dans Le Soir en décembre, NDLR), les échos qu'on recevait du cabinet de Bénédicte Linard (ministre francophone de la Culture, NDLR), c'était qu'on rouvrirait peut-être en janvier alors que, du côté flamand, même à Bruxelles, il était clair, acté, qu'ils ne rouvraient pas avant le mois d'avril.

S.T. Les valeurs néolibérales qui ont présidé aux hiérarchies de sélection dans la gestion sanitaire sont plus intégrées du côté flamand que francophone.

Pensez-vous que la culture se vivra différemment dans l'après-covid ?

D.M. C'est difficile de parler de l'après-covid. En fait, c'est aussi un enjeu du mouvement : sortir de cet avant-après Covid, sortir de la notion d'urgence et accepter plutôt le temps long. Sortir d'une pensée-parenthèse et installer la pensée structurellement. Une pensée qui demande des réflexions, des créations d'œuvres et de contenu adaptées à une situation de temps long. Le plus précieux est de réfléchir le présent.

S.T. Il faut digérer tout cela. Faisons le parallèle avec la loi pandémie qu'on nous propose maintenant. Comment sont-ils capables de dire « voilà ce qu'il faut », sans aucun recul et sans avoir fait le bilan de cette gestion de crise du point de vue du politique. Nous, nous sommes encore dans une forme de sidération et de questionnement et à côté de nous, on a l'impression que le monde continue à avancer à la même vitesse, voire plus vite, tout en éludant de vraies questions de démocratie. C'est inquiétant !

Still Standing rouvre la Culture mais la police la referme à Genappe

Mis en ligne le 30/04/2021 à 21:18

Par **Catherine Makereel (/3773/dpi-auteurs/catherine-makereel)**

Alors que ce soir démarre l'opération Still Standing for Culture, qui voit près de 130 lieux culturels francophones s'ouvrir au public, la police fait barrage au Monty à Genappe mais laisse d'autres événements se dérouler, comme aux Halles de Schaerbeek à Bruxelles.





La police est venue interrompre le solo de cirque avant de contrôler les identités. - D.R.

Ce vendredi soir, la police a tenu ses promesses en venant tôt bloquer les accès du Monty, lieu culturel de Genappe où le Tof Theatre avait prévu de présenter un spectacle dans le cadre de Still Standing for Culture, accueillant du public sans attendre les autorisations du gouvernement. « On pourrait accueillir 15 personnes si on faisait des funérailles, regrette le marionnettiste Alain Moreau. Peut-être que c'est cela qu'on doit faire : organiser l'enterrement de la culture. »

LIRE AUSSI

Still Standing for Culture: Alain Moreau, le marionnettiste devenu «hors-la-loi» (<https://plus.lesoir.be/369020/article/2021-04-28/still-standing-culture-alain-moreau-le-marionnettiste-devenu-hors-la-loi>)

Sur place, le déploiement policier est impressionnant face au petit groupe venu assister à la sortie de résidence de la circassienne Lola Yerlès : huit combis de police, des patrouilles en faction devant les entrées, sans compter les équipes canines qui sont arrivées plus tard. Connaissant les risques de sanctions, les spectateurs demandent malgré tout à rentrer pour assister au spectacle mais les agents refusent de laisser passer quiconque mais aussi de verbaliser d'éventuels contrevenants. « Nous voulons rentrer et nous ne demandons qu'à nous faire verbaliser pour faire avancer le débat au niveau judiciaire, et avoir enfin une oreille attentive sur ces règles discriminatoires qui nous visent, » précise Alain Moreau.

Dénoncer l'absurdité de la situation.

La situation semble inextricable, quand soudain l'équipe se rend compte qu'une des entrées du Monty a été oubliée par les forces de l'ordre (à leur décharge, ce passage dérobé est bien caché). Discrètement, les plus téméraires, mis dans la confiance par les organisateurs, se fauflent à l'intérieur pour gagner la salle de spectacle. Lorsqu'une trentaine de quidams est déjà installée et que le spectacle vient de commencer, la police découvre le pot-au-rose et investit les lieux pour interrompre la représentation. Dans le calme et la courtoisie des deux côtés, les spectateurs sont sommés de présenter leurs documents d'identité en vue probablement d'une verbalisation. Jusqu'à ce moment surréaliste où Lucie Yerlès elle-même doit descendre de son tissu aérien et se désangler pour donner sa carte à la maréchaussée. « Nous avons accepté de jouer ici ce soir pour dénoncer l'absurdité de la situation, nous confie l'acrobate. Ce qui se passe ici n'est pas plus dangereux que de prendre le bus ou d'aller dans un H&M ! »

LIRE AUSSI

Que risquent ceux qui rouvrent prématurément les lieux culturels?

(<https://plus.lesoir.be/369024/article/2021-04-28/que-risquent-ceux-qui-rouvrent-prematurement-les-lieux-culturels>)

De son côté, Alain Moreau rassure les « délinquants » en leur expliquant que les avocats de Still Standing for Culture assureront une aide juridique si nécessaire et que le collectif pourra prendre à sa charge les éventuelles amendes. La culture a donc plié ce soir à Genappe mais n'entend pas rompre car les organisateurs promettent de réessayer d'ouvrir le lieu au public dans les jours à venir. Si les participants à cette soirée éphémère ne nient pas la gravité de la pandémie, ils désirent mieux répartir son poids entre les secteurs. Ils placent maintenant leurs espoirs dans le pouvoir judiciaire pour trancher enfin la légalité des mesures sanitaires qui discriminent à leurs yeux le secteur culturel.

Paradoxe, au même moment, aux Halles de Schaerbeek, à Bruxelles, les représentations se sont déroulées sans encombre. Il y a donc, pour le moment, deux poids deux mesures en ce qui concerne les autorités.

LIRE AUSSI

Coronavirus: les rebelles pas tous égaux devant les sanctions

([https://plus.lesoir.be/368391/article/2021-04-25/coronavirus-les-rebelles-pas-tous-egaux-devant-les-sanctions?](https://plus.lesoir.be/368391/article/2021-04-25/coronavirus-les-rebelles-pas-tous-egaux-devant-les-sanctions?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/368391/article/2021-04-25/coronavirus-les-rebelles-pas-tous-egaux-devant-les-sanctions?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

Votre journal en version numérique

*Accédez à tous les décryptages
de la rédaction dès minuit*

Je consulte (<https://journal.lesoir.be/>)

Posté par Ferooz Serge, dimanche 2 mai 2021, 12:18

Et en plus, ils sont fiers d'eux et contents de jouer la désobéissance. Déplacé et malvenu.... Après la culture, à qui le tour maintenant? Les supporters de sports, les fans de concerts, Pauvre culture belge nombriliste qui oublie que les petits rebelles ne font pas les grands héros.

RÉPONDRE (/COMMENT/REPLY/369587/296950)

Posté par noel lelon, samedi 1 mai 2021, 21:36

"Culture : ensemble des aspects intellectuels propres à une civilisation, une nation. Ensemble des connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement" (Dictionnaire Robert). La culture est bien plus que quelques-unes de ses manifestations artistiques parfois marginales. Il faut cesser d'associer le mot culture à son seul aspect artistique. Même dans le domaine artistique, l'architecture, la sculpture, les arts visuels (peinture, dessin...), la littérature sont-ils plus mal lotis que la moyenne de la population face à la crise sanitaire ? Ce sont les aspects les plus mercantiles du monde artistique qui sont systématiquement mis en avant, ceux où le prix d'une place se compte en dizaines ou en centaines d'euros, ceux qui STATISTIQUEMENT (n'allez pas me chercher une catégorie minoritaire de spectateurs comme argument général) sont fréquentés par des personnes aisées qui peuvent payer, ceux issus de milieux sociaux intellectuellement favorisés ou ceux qui veulent se donner un vernis mondain. Le spectacle proposé peut être de qualité, mais autant savoir de quoi on parle.

RÉPONDRE (/COMMENT/REPLY/369587/296743)

Posté par ARMAND Guy, samedi 1 mai 2021, 20:14

Décathlon à Sterpenich, à la frontière luxembourgeoise : cohue, règles non respectées... A moins de 20 km, au théâtre des Capucins à Luxembourg ville : distanciation sociale, masques, toilettes accessibles, (Belgique ridiculisée à Noël par l'obsession gouvernementale), mouvements guidés par le personnel, spectateurs respectueux. En Belgique, rien pour le spectacle vivant, mais des ministres de l'intérieur qui ne respectent pas leurs propres règles...

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/369587/296700\)](#)

Posté par Debersaques Bart, samedi 1 mai 2021, 17:21

Les secteur événementielles et culturelles sont d'experts en organisation d'événements. Ils respectent les distanciations, limitations, protections et aération. Triste que des forces conservateurs leur empêchent de travailler convenablement. Leurs existence est en cause par manque de soutiens et perspectives. L'étape suivant c'est quoi? Que les autorités commencent a brûler des livres, l'interdiction de l'expression?

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/369587/296574\)](#)

Posté par Dagnelie Raphaël, samedi 1 mai 2021, 15:37

A espérer que le taux d'hospitalisation ne remonte pas dans les prochains jours. Heureusement que le nombre de personnes vaccinée augmente de plus en plus.

[RÉPONDRE \(/COMMENT/REPLY/369587/296518\)](#)